# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

| ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ<br>ΤΗι 6 ΜΑΪΟΥ 1974 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ<br>121 |
|---|---|---|


### ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 359

*Περὶ κυρώσεως τῆς κατὰ τὴν 31ην Μαΐου 1973 ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσης Προξενικῆς Συμβάσεως μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.*

### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
### ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις τὴν 31ην Μαΐου 1973 Προξενικὴ Σύμβασις μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, ἧς τὸ κείμενον, ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως :

### CONVENTION CONSULAIRE ENTRE LE ROYAUME DE GRECE ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

Le Royaume de Grèce et la République Populaire de Bulgarie désirant régler dans un esprit d'amitié et de coopération les relations consulaires entre les deux Etats ont résolu de conclure une convention consulaire et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

Le Régent agissant au nom du Roi des Hellènes : M. Alexandre Hadjipetros Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères.

Le Conseil d'Etat de la République Populaire de Bulgarie :

M. Nenko Tchendov Ministre Adjoint des Affaires Etrangères,

lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs reconnus en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Définitions

Aux fins de la présente Convention les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous :

1. «Poste consulaire» s'entend de tout consulat général, consulat, vice-consulat, ou agence consulaire;

2. «Chef de poste consulaire» s'entend de la personne chargée d'agir en cette qualité;

3. «Fonctionnaire Consulaire» s'entend de toute personne y compris le chef de poste consulaire chargée en cette qualité de l'exercice de fonctions consulaires;

4. «Employé consulaire» s'entend de toute personne employée dans les services administratifs ou techniques d'un poste consulaire;

5. «Membre du personnel de service» s'entend de toute personne affectée au service domestique d'un poste consulaire;

6. «Membre du poste consulaire» s'entend des fonctionnaires consulaires, employés consulaires et membres du personnel de service;

7. «Locaux consulaires» s'entend des bâtiments ou des parties de bâtiments et du terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés exclusivement aux fins du poste consulaire;

8. «Archives consulaires» comprend tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, rubans magnétiques et registres du poste consulaire, ainsi que le matériel du chiffre, les codes, les fichiers et les meubles utilisés exclusivement pour les protéger et les conserver :

9. «Circonscription consulaire» désigne la portion du territoire attribuée à un poste consulaire pour l'exercice des fonctions consulaires;

10. «Navire de l'Etat d'envoi» désigne tout bâtiment de navigation autre qu'un bâtiment de guerre, qui est immatriculé selon la législation de l'Etat s'envoi et qui bat son pavillon.

## CHAPITRE I

### Etablissement de postes Consulaires et Nomination des Membres de ces Postes.

#### Article 2.

1. L'Etat d'envoi ne peut établir de poste consulaire sur le territoire de l'Etat de résidence qu'avec le consentement de cet Etat;

2. Le siège du poste consulaire, sa classe, sa circonscription et l'effectif du personnel consulaire sont fixés d'un commun accord par les Etats contractants. Des modifications ultérieures ne peuvent y être apportées par l'Etat d'envoi qu'avec le consentement de l'Etat de résidence;

3. Le consentement requis doit, dans tous les cas, être exprès et préalable.

#### Article 3.

1. Avant de nommer le chef d'un poste consulaire, l'Etat d'envoi demande, par la voie diplomatique, le consentement de l'Etat de résidence pour cette nomination.

2. Une fois ce consentement donné, la mission diplomatique de l'Etat d'envoi présentera au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence une lettre de provision ou un autre document similaire indiquant le nom complet du chef du poste consulaire, sa nationalité, son rang, le siège du poste consulaire et la circonscription consulaire dans laquelle il exercera ses fonctions.

3. Après avoir reçu la lettre de provision du chef du poste consulaire ou un autre document similaire attestant la nomination de ce dernier, l'Etat de résidence délivrera dans le plus bref délai et gratuitement l'exequatur ou tout autre document similaire attestant l'autorisation de cet Etat. Avant la délivrance de l'exequatur ou de toute autre document similaire, l'Etat de résidence pourra délivrer au chef du poste consulaire une autorisation lui permettant d'exercer provisoirement ses fonctions.

4. Le chef du poste consulaire ne peut entrer en fonctions que lorsque l'Etat de résidence lui aura délivré l'exequatur ou une autorisation similaire, y compris une autorisation temporaire.

#### Article 4.

L'Etat d'envoi notifiera au préalable, par la voie diplomatique, au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence la nomination des autres fonctionnaires consulaires, ainsi que celle des employés consulaires et des membres du personnel de service. Cette notification doit comprendre le nom complet, la nationalité, le rang et les fonctions des personnes précitées.

#### Article 5.

Seul un ressortissant de l'Etat d'envoi et à condition qu'il ne soit pas résident permanent de l'Etat de résidence peut être nommé en qualité de fonctionnaire consulaire.

#### Article 6.

L'Etat de résidence peut, à tout moment et sans être tenu à motiver sa décision, informer l'Etat d'envoi par la voie diplomatique qu'un fonctionnaire consulaire est persona non grata ou que tout autre membre du personnel consulaire n'est pas acceptable. L'Etat d'envoi rappellera alors la personne en cause ou mettra fin à ses fonctions dans ce poste consulaire, selon le cas.

Si l'Etat d'envoi refusait d'exécuter ou n'exécutait pas dans un laps de temps raisonable cette obligation, l'Etat de résidence peut cesser de reconnaître ladite personne comme membre du poste consulaire.

#### Article 7.

1. Si le chef du poste consulaire est empêché d'exercer ses fonctions ou si ce poste est provisoirement vacant, l'Etat d'envoi peut désigner un fonctionnaire consulaire du même poste consulaire ou d'un autre poste consulaire dans l'Etat de résidence ou un membre du personnel diplomatique de sa mission diplomatique dans cet Etat pour diriger provisoirement le poste consulaire. Le nom complet de cette personne est communiqué préalablement au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence.

2. Le gérant intérimaire du poste consulaire jouira des droits, privilèges et immunités prévus dans la présente Convention en faveur du chef de poste consulaire.

3. Lorsqu'un membre du personnel diplomatique est nommé au poste consulaire, conformément au paragraphe 1, il continue à jouir des privilèges et immunités diplomatiques.

#### Article 8.

L'Etat de résidence assure la protection du fonctionnaire consulaire et prend les mesures nécessaires pour lui permettre de remplir ses fonctions et jouir des droits, privilèges et immunités prévues par la présente Conventiou ou, éventuellement par la législation de l'Etat de résidence.

Article 9.

1. L'Etat d'envoi peut, conformément à la législation de l'Etat de résidence, acquérir en propriété, posséder ou louer des locaux nécessaires au poste consulaire. En cas de besoin, l'Etat de résidence apporte son concours à l'Etat d'envoi pour l'acquisition, la construction ou la location d'immeubles aux fins précitées, aini que pour l'obtention de longements convenables pour les membres du personnel du poste consulaire.

2. Les dispositions du paragraphe ler du présent article ne dispensent pas l'Etat d'envoi de l'obligation de se conformer aux lois et règlements de l'Etat de résidence sur la construction et l'urbanisme.

## CHAPITRE II.

## PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 10.

1. L'écusson aux armes de l'Etat d'envoi ou l'emblème consulaire avec une inscription dans la langue de l'Etat d'envoi et celle de l'Etat de résidence ou dans une autre langue internationale peut être placé sur l'immeuble du poste et sur sa porte d'entrée.

2. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut être arboré sur le bâtiment consulaire et sur la résidence du chef du poste consulaire. Dans l'exercice de ce droit, il sera tenu compte des lois, règlements et usages de l'Etat de résidence.

3. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut également être arboré sur le véhicule du chef du poste consulaire lorsqu'il s'en sert à des fins officielles.

Article 11.

1. Les locaux consulaires, ainsi que la résidence du chef du poste consulaire, sont inviolables. Les Autorités de l'Etat de résidence ne peuvent y pénétrer qu'avec le consentement du chef de poste conulaire, du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi ou de la personne désignée par l'un d'eux.

2. Les locaux visés au présent article ne peuvent être utilisés qu'à des fins en rapport avec les fonctions consulaires.

3. S'il y a lieu de pénétrer dans les locaux consulaires, en application du présent article, l'inviolabilité des archives consulaires, reconnue à l'article 12, sera respectée.

4. L'Etat de résidence prendra toutes mesures appropriées pour assurer la protection des locaux consulaires.

Article 12.

Les archives consulaires sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'elles se trouvent. Les papiers ne concernant pas le service consulaire ne doivent pas être conservés dans les archives consulaires.

Article 13.

1. Le poste consulaire peut communiquer avec son Gouvernement avec la mission diplomatique et les postes consulaires de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence. A cette fin, le poste consulaire peut utiliser tous les moyens publics de communication, les courriers et les colis scellés (sac, valise, enveloppe ou emballage consulaire) et se servir d'un code et chiffre. En ce qui concerne l'utilisation des moyens publics de communication, le poste consulaire bénéficie des mêmes tarifs que la mission diplomatique de l'Etat d'envoi. Toutefois, le poste consulaire ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec l'assentiment de l'Etat de résidence.

2. La correspondance officielle du poste consulaire, indépendamment du moyen de communication utilisé, ainsi que les sacs, valises, enveloppes ou emballages consulaires, revêtus du sceau officiel et portant des marques extérieures visibles de leur caractère officiel, sont inviolables et ne peuvent être contrôlés ni saisis par les autorités de l'Etat de résidence. Toutefois, si ces autorités ont de sérieux motifs de croire que les sacs, valises, enveloppes ou emballages consulaires contiennent d'autres objets que la correspondance officielle, elles peuvent demander que ces derniers soient renvoyés à leur lieu d'origine.

3. Les personnes chargées du transport des sacs, valises, enveloppes ou emballages consulaires, qui doivent porter un document officiel attestant leur qualité, jouissent des droits, privilèges et immunités dont bénéficient les courriers de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi.

Article 14.

1. Les membres du poste consulaire qui n'ont pas la nationalité de l'Etat de résidence, ne sont pas sou mis à la juridiction de l'Etat de résidence pour leurs actes officiels.

2. Pour ce qui est des autres actes, les fonctionnaires consulaires et les membres de leurs famille vivant à leur foyer, s'ils ne sont pas ressortissants de l'Etat de résidence, jouissent de l'inviolabilité personnelle et ne peuvent être mis en état d'arrestation ou de détention préventive, ni soumis à d'autres mesures restrictives de liberté, que lorsqu'il s'agit d'une inculpation de la part de l'Autorité Judiciaire pour un crime intentionnel grave punissable d'après la législation de l'Etat de résidence d'une peine d'au moins cinq ans de privation de liberté. A l'exception de ce cas, les personnes précitées ne peuvent être incarcérées, ni soumises à aucune autre forme de limitation de leur liberté personnelle, sauf en exécution d'une décision judiciaire définitive.

3. L'ouverture d'une poursuite pénale ou la mise en exécution d'une condamnation en vertu d'un jugement définitif contre les personnes visées au paragraphe précédent seront notifiées à la mission diplomatique de l'Etat d'envoi.

4. L'Etat d'envoi peut reconcer à l'immunité prévue au paragraphe 2. La renonciation doit toujours être expresse et notifiée à l'Etat de résidence par la voie diplomatique.

Article 15.

1. Les membres du poste consulaire peuvent être appelés à répondre comme témoins à la demande des autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence. Toutefois, aucune mesure de contrainte ou autre sanction ne pourra être prise à l'égard de ces personnes s'ils sont ressortissants de l'Etat d'envoi.

2. L'autorité qui requiert le témoignage d'un fonctionnaire consulaire doit éviter de gêner ce fonctionnaire dans l'accomplissement de ces fonctions, et, si sela est possible, elle pourra recueillir son témoignage oralement ou par écrit à sa résidence ou au poste consulaire.

3. Les membres du poste consulaire, ainsi que les membres de leur famille peuvent refuser de témoigner sur les faits ayant trait à l'activité officielle des membres du poste consulaire. Les membres du poste consulaire ont également le droit de refuser de témoigner en tant qu'experts sur le droit national de l'Etat d'envoi.

Article 16.

Les membres du poste consulaire ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, qui ne sont pas ressortissants de l'Etat de résidence, sont exempts dans cet Etat de toutes charges militaires (réquisitions, contributions, logements militaires, etc.) ou d'autres prestations personnelles d'intérêt public.

Article 17.

Les membres du poste consulaire, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, s'ils n'ont pas la qualité de résident permanent de l'Etat de résidence, sont exempts des obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour et autres formalités de même nature applicables aux étrangers.

Article 18.

1. L'Etat de résidence ne percevra pas d'impôts ou taxes sur :

a) les locaux du poste consulaire utilisés exclusivement à des fins consulaires, si ces derniers appartiennent à l'Etat d'envoi ou ont été loués au nom de celui-ci;

b) les transactions et actes relatifs à l'acquisition des biens immobiliers visés au point précité;

c) la propriété. la possession ou l'utilisation de biens meubles utilisés pour les besoins du service consulaire.

2. Les dispositions de l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas lorsqu'il s'agit de taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus.

3. L'exemption prévue au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux impôts et taxes qui sont à la charge des personnes ayant contracté avec l'Etat d'envoi ou avec la personne agissant en son nom.

Article 19.

1. Les sommes perçues au titre des droits et taxes que les lois et règlements de l'Etat d'envoi prévoient pour les actes consulaires et les reçus y afférents sont exempts de tous impôts et taxes dans l'Etat de résidence.

2. Les membres du poste consulaire, qui n'ont pas la nationalité de l'Etat de résidence, sont exempts dans cet Etat du paiement de tous impôts et taxes en ce qui concerne les émoluments, traitements, salaires ou indemnités reçus de l'Etat d'envoi en rétribution de leurs fonctions consulaires.

Article 20.

Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires et les membres de leur famille vivant à leur foyer, s'ils ne sont pas ressortissants de l'Etat de résidence et n'exercent pas dans ce dernier d'activité lucrative, sont en outre exempts de tous impôts et taxes similaires de toute sorte, nationaux, régionaux ou communaux, à l'exception :

a) des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services.

b) des impôts et taxes sur les biens immeubles privés (concernant l'acquisition, la propriété, la possession, la disposition, etc.) situés sur le territoire de l'Etat de résidence.

c) des droits de succession et de mutation perçues par l'Etat de résidence, sous reserve de la disposition de l'article 21.

d) des impôts et taxes sur les revenus privés qui ont leur source dans l'Etat de résidence.

e) des impôts et taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus.

f) des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre.

Article 21.

En cas de décès d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille qui vivait à son foyer, l'Etat de résidence exonère les biens meubles de sa succession de tout impôt ou taxe, si le défunt n'était pas ressortissant de l'Etat de résidence et si ces biens s'y trouvent uniquement du fait du séjour de la personne décédée dans cet Etat en qualité de membre du poste consulaire ou de membre de sa famille.

L'Etat de résidence autorise l'exportation des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui ont été acquis dans l'Etat de résidence et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation.

Article 22.

1. Suivant les dispositions législatives et règlementaires en vigueur, l'Etat de résidence autorise l'entrée et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes, autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues, pour :

a) les objets, y compris les automobiles, destinés à l'usage officiel du poste consulaire;

b) les objets destinés à l'usage personnel du fonctionnaire consulaire ou des membres de sa famille vivant avec lui, y compris les effets destinés à son établissement.

2. Les employés consulaires et les membres du personnel de service bénéficient des exemptions prévues au point b du paragraphe 1 du présent article en ce qui concerne les objets importés lors de leur première installation.

3. Les ressortissants et les résidents permanents de l'Etat de résidence ne bénéficient pas des privilèges prévus au présent article.

4. Les exemptions précitées n'excluent pas le contrôle douanier.

5. L'Etat de résidence pourra subordonner l'octroi des exemptions prévues dans le présent article à une notification d'importation ou de réexportation, donnée sous la forme qu'il pourra prescrire.

Article 23.

Les locaux consulaires, leur ameublement et les biens du poste consulaire, ainsi que ses moyens de transport, ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de réquisition

à des fins de défense nationale ou d'utilité publique. Au cas où une expropriation serait nécessaire à ces mêmes fins, toutes dispositions appropriées seront prises pour éviter qu'il soit mis obstacle à l'exercice des fonctions consulaires et une indemnité prompte, adéquate et effective sera versée à l'Etat d'envoi.

Article 24.

1. Les personnes auxquelles s'applique la présente Convention sont tenues d'observer les lois et règlements de l'Etat de résidence, notamment les règlements relatifs à la circulation et à l'assurance de responsabilité Civile pour l'utilisation de tout véhicule.

2. Les membres du poste consulaire ne pourront se prévaloir des droits privilèges et immunités qui leur sont reconnus par la présente Convention qu'à des fins compatibles avec leur qualité.

## CHAPITRE III

### Fonctions Consulaires

Article 25.

1. Le fonctionnaire consulaire peut, dans les limites de sa circonscription, exercer les fonctions prévues dans la présente Convention. En plus, il peut assumer d'autres fonctions consulaires qui lui sont conférées par l'Etat d'envoi et qui ne sont pas contraires à la législation de l'Etat de résidence.

2. Le fonctionnaire consulaire ne peut exercer ses fonctions que dans sa circonscription consulaire. Toutefois, dans des circonstances particulières, il peut exercer ses fonctions en dehors de cette circonscription avec le consentement de l'Etat de résidence.

3. Dans l'exercice de ces fonctions, le fonctionnaire consulaire peut percevoir les droits et taxes prévus par la législation de l'Etat d'envoi.

Article 26.

1. Le fonctionnaire consulaire a le droit dans les limites de sa circonscription de protéger et défendre les droits et intérêts de l'Etat d'envoi, ainsi que ceux de ses ressortissants, y compris les personnes morales.

2. Le fonctionnaire consulaire contribuera au développement des relations commerciales, économiques, maritimes, touristiques, culturelles et scientifiques entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence, de manière à promouvoir dans ces domaines la coopération entre ces Etats.

Article 27.

1. Dans l'exercice de ces fonctions, le fonctionnaire consulaire peut, dans les limites de sa circonscription, communiquer et s'entretenir avec les ressortissants de l'Etat d'envoi, les conseiller et les assister dans leurs démarches auprès des autorités de l'Etat de résidence et, s'il y a lieu, leur assurer l'assistance d'un homme de loi.

2. L'Etat de résidence n'entravera d'aucune manière le droit des ressortissants de l'Etat d'envoi de communiquer avec le poste consulaire de l'Etat d'envoi et de se rendre à ce poste.

Article 28.

1. En cas d'arrestation ou de toute autre forme de détention d'un ressortissant de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence, les autorités compétentes de ce dernier sont tenues d'en informer immédiatement et, au plus tard, dans un délai de 48 heures, le poste consulaire de l'Etat d'envoi.

2. Le fonctionnaire consulaire a le droit de se rendre auprès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, qui est arrêté, détenu ou incarcéré en éxécution d'une peine privative de liberté, et de communiquer avec lui. Les droits visés au présent paragraphe s'exercent conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence à la condition toutefois que ces lois et réglements n'annulent pas ces droits.

Article 29.

1. Le fonctionnaire consulaire a le droit, dans les limites de sa circonscription :

a) de recevoir toute déclaration qui pourrait être exigée par la législation de l'Etat d'envoi, notamment en ce qui concerne la nationalité;

b) d'immatriculer les ressortissants de l'Etat d'envoi;

c) d'enregistrer les actes de naissance et de décès ou tout autre acte relatif à l'Etat civil des ressortissants de l'Etat d'envoi et de délivrer les certificats correspondants.

d) de délivrer, renouveler, modifier ou annuler des passeports ou autres titres de voyage aux ressortissants de l'Etat d'envoi, ainsi que tout visa d'entrée et de transit ou d'autres pièces appropriées à une personne désireuse de se rendre sur le territoire de l'Etat d'envoi.

e) de légaliser ou certifier des signatures et documents et de traduire et certifier ces documents.

2. Les dispositions prévues aux alinéas précédents n'exemptent pas les personnes intéressées de l'obligation de se conformer aux formalités prescrites par la législation de l'Etat de résidence.

3. Les autorités de l'Etat de résidence prêteront leur concours au fonctionnaire consulaire aux cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi désire obtenir de ces autorités un acte se rapportant à son état civil.

Article 30.

1. Le fonctionnaire consulaire a le droit dans sa circonscription :

a) de dresser, authentifier, légaliser des actes, documents et contrats ou leurs copies concernant : les ressortissants de l'Etat d'envoi; d'autres ressortissants, dans la mesure où ces actes et contrats se rapportent à des biens situés dans l'Etat d'envoi ou sont destinés à produire leurs effets dans cet Etat.

Les actes et contrats visés au paragraphe précédent ne pourront produire d'effets juridiques sur le territoire de l'Etat de résidence que dans la mesure où la législation de ce dernier ne s'y oppose pas.

b) d'établir certifier et recevoir en depôt des testaments.

2. Les actes, documents, copies, traductions ou extraits visés au paragraphe 1 doivent être légalisés avant d'être présentés aux autorités de l'Etat de résidence, si cette formalité est exigée suivant la législation de cet Etat.

Article 31.

Le fonctionnaire consulaire peut délivrer des certificats d'origine ou de provenance de marchandises.

Article 32.

1. Le fonctionnaire consulaire peut, dans la mesure où la législation de l'Etat de résidence l'admet, proposer aux tribunaux ou à d'autres autorités compétentes une personne susceptible d'être désignée comme tuteur ou curateur à l'égard d'un ressortissant de l'Etat d'envoi ou de ses biens laissés sans surveillance.

2. Si les tribunaux ou les autorités compétentes de l'Etat de résidence considèrent la personne proposée comme n'étant pas capable d'assumer ces fonctions, le fonctionnaire consulaire pourra proposer une autre personne pour l'exercice de ces fonctions.

Article 33.

Le fonctionnaire consulaire a le droit de signifier aux ressortissants de l'Etat d'envoi des actes et documents qui leur sont adressés par les tribunaux ou par d'autres autorités de cet Etat, en procédant d'une manière compatible avec la législation de l'Etat de résidence.

Article 34.

Lorsque les autorités compétentes de l'Etat de résidence auront connaissance du décès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, elles en informeront sans délai le fonctionnaire consulaire. Le fonctionnaire consulaire informe également les autorités compétentes de l'Etat de résidence s'il a reçu pareille communication par une autre voie.

Article 35.

Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informent le fonctionnaire consulaire de l'ouverture d'une succession dans l'Etat de résidence d'un ressortissant de l'Etat d'envoi ou d'une autre personne, quelle que soit sa nationalité, lorsque l'héritier, l'ayant droit ou le légataire est un ressortissant de l'Etat d'envoi ne résidant pas dans l'Etat de résidence et n'y étant pas représenté.

Article 36.

1. Lorsqu'un ressortissant de l'Etat d'envoi, décédé dans l'Etat de résidence, laisse des biens dans cet Etat, le fonctionnaire consulaire dans la circonscription duquel se trouve la succession peut, en vue d'assurer la protection, la garde et l'administration de ces biens :

a) demander aux autorités compétentes de l'Etat de résidence de prendre les mesures prévues par la législation de cet Etat pour la sauvegarde et l'administration des successoraux, Le fonctionnaire consulaire peut assister à l'établissement de l'inventaire et à l'apposition des scellés et suivre la procédure entreprise aux fins précitées.

b) entrer en possession et administrer les biens de la succession et exercer toute autre activité y afférente, directement ou par l'entremise d'une personne autorisée. dans la mesure où la législation de l'Etat de résidence la permet.

2. Lorsqu'une autorisation judiciaire est nécessaire, selon la législation de l'Etat de résidence, pour habiliter le fonctionnaire consulaire à exercer les fonctions prévues au paragraphe précédent du présent article, cette autorisation lui sera octroyée à sa demande, conformément à la législation de l'Etat de résidence.

Article 37.

1. Le fonctionnaire consulaire peut, pour le compte d'un ressortissant de l'Etat d'envoi ne résidant pas dans l'Etat de résidence, recevoir d'un tribunal, d'une autorité ou d'une personne compétente des fonds, biens, ou autres avoirs auxquels ce ressortissant a droit par suite du décès d'une personne quelconque.

Ces fonds, biens ou autres avoirs peuvent comprendre, notamment, des parts dans une succession, des primes d'assurances sur la vie, ainsi que des sommes versées par application de la législation sociale. Le tribunal, l'autorité ou la personne précités peuvent demander au fonctionnaire consulaire de se conformer aux conditions suivantes :

a) de présenter une procuration ou autre autorisation émanant du ressortissant non résident;

b) de présenter une preuve suffisante du droit de ce ressortissant à ces fonds ou avoirs;

c) de restituer ces fonds ou avoirs au cas où il ne serait pas en mesure de fournir cette preuve.

2. Si le fonctionnaire consulaire reçoit ces fonds ou avoirs, le tribunal, l'autorité ou la personne intéressée peuvent lui demander un reçu prouvant cette remise.

3. Les dispositions du paragraphe 1 de cet article s'appliqueront conformément à la législation de l'Etat de résidence.

Article 38.

Lorsqu'un ressortissant de l'Etat d'envoi n'ayant pas de résidence permanente dans l'Etat de résidence décède au cours d'un voyage, le fonctionnaire consulaire pourra immédiatement prendre en garde les effets personnels et sommes d'argent laissés par le de cujus pour en assurer la sauvegarde. Toute mesure conservatoire ou de disposition relative à ces effets ou sommes d'argent est soumise à la législation de l'Etat de résidence.

Article 39.

Lorsque un fonctionnaire consulaire exerce les fonctions visées aux articles 34 à 38 de la présente Convention, il doit se conformer à la législation de l'Etat de résidence et, nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, il est soumis dans cette mesure à la juridiction civile de l'Etat de résidence.

Article 40.

1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de prêter toute aide et assistance aux navires de l'Etat d'envoi se trouvant dans les ports et dans la mer territoriale de l'Etat de résidence.

2. Sans porter atteinte à la règlementation relative au régime portuaire et à l'entrée dans l'Etat de résidence, le fonctionnaire consulaire peut se rendre à bord des navires de l'Etat d'envoi en personne ou y envoyer un délégué dès que ces navires ont été admis à la libre pratique. Le capitaine et les membres de l'equipage sont autorisés à communiquer avec le fonctionnaire consulaire et se rendre au poste consulaire.

3. Le fonctionnaire consulaire peut demander l'assistance des autorités de l'Etat de résidence à propos de toute question ayant trait à l'accomplissement de ses fonctions en rapport avec les navires de l'Etat d'envoi, le capitaine et les membres de l'équipage.

Article 41.

Le fonctionnaire consulaire a le droit :

a) d'enquêter, sans préjudice des droits de l'Etat de résidence, sur tout incident survenu au cours de la

traversée ou dans un des ports de l'Etat de résidence à bord d'un navire de l'Etat d'envoi, d'interroger la capitaine et les membres de l'équipage, d'examiner les papiers de bord, de recevoir des déclarations concernant le voyage, le lieu de destination et la cargaison du navire, ainsi que de faciliter l'entrée du navire dans le port, son séjour et son départ.

b) de prendre toute mesure concernant l'engagement et le licenciement du capitaine ou des membres de l'équipage, si cela n'est pas contraire à la législation de l'Etat de résidence.

c) de trancher, sans préjudice des droits des autorités de l'Etat de résidence, tous les différends entre le capitaine et les membres de l'équipage, y compris ceux qui découlent du contrat d'engagement, dans la mesure ou cela est prévu par la législation de l'Etat d'envoi.

d) de prendre toute mesure en vue du maintien de l'ordre et de la discipline à bord du navire.

e) de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'assistance médicale, y compris l'hospitalisation du capitaine et des membres de l'équipage, ainsi que le repatriement de ces personnes.

f) de recevoir, dresser ou signer toute déclaration ou autre document prescrit par la législation de l'Etat d'envoi par rapport aux navires.

g) de prendre toute autre mesure nécessaire en vue de l'application de la législation de l'Etat d'envoi relative à la marine marchande.

Article 42.

Le fonctionnaire peut, si la législation de l'Etat de résidence le permet, comparaître avec le capitaine ou les membres de l'équipage devant les tribunaux ou autres autorités de l'Etat de résidence et leur prêter assistance (en leur procurant notamment, en cas de besoin, une aide juridique) et leur servir d'interprète dans toute question à régler entre eux et lesdites autorités.

Article 43.

1. Lorsque les tribunaux ou les autres autorités compétentes de l'Etat de résidence envisagent d'entreprendre des actes de contrainte ou d'entamer une enquête officielle à bord d'un navire de l'Etat d'envoi, ces tribunaux ou autorités, à moins que celà ne soit impossible en raison de l'urgence de l'affaire, doivent en informer suffisamment à l'avance le fonctionnaire consulaire de façon que ce dernier ou son délégué puisse assister à l'exécution de ces actes. La présente disposition est également applicable lorsque des membres de l'équipage du navire doivent être interrogés à terre par des autorités compétentes de l'Etat de résidence. Si le fonctionnaire consulaire ou son délégué n'y a pas assisté, les autorités compétentes de l'Etat de résidence doivent fournir sur sa demande des renseignements complets sur les faits en cause et les opérations effectuées.

2. Les autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence, sauf sur la demande ou avec le consentement du fonctionnaire consulaire, ne s'ingéreront pas dans les affaires intérieures du navire pour quelque cause que ce soit, sauf en vue de maintenir l'ordre et la tranquillité ou dans l'intérêt de l'hygiène ou de la sécurité publique.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux examens usuels en matière de douanes, de santé publique et des passeports, ainsi qu'en cas de sauvetage de la vie humaine en mer ou de prévention de la pollution des eaux de la mer. Ces dispositions ne s'appliquent pas non plus aux actes effectués à la demande ou avec l'accord du capitaine du navire.

Article 44.

1. Si un navire de l'Etat d'envoi fait naufrage, échoue ou subit toute autre avarie dans les limites de l'Etat de résidence, ou si un objet quelconque appartenant à la cargaison d'un navire avarié d'un Etat tiers dont le propriétaire est un ressortissant de l'Etat d'envoi est trouvé dans ces limites, les autorités compétentes de l'Etat de résidence en avisent immédiatement le fonctionnaire consulaire et l'informent des mesures qu'elles ont prises pour sauvegarder les vies humaines, le navire et la cargaison.

2. Le fonctionnaire consulaire peut apporter toute aide au navire, aux passagers et aux membres de l'équipage, ainsi que prendre des mesures visant à sauvegarder la cargaison et à réparer le navire. A cette fin, il peut demander le concours des autorités de l'Etat de résidence.

3. Si la navire avarié ou un objet lui appartenant est trouvé sur la côte ou à proximité de la côte de l'Etat de résidence ou amené dans un port de cet Etat et si le capitaine, l'armateur, l'agent ou l'assureur du navire ne sont pas en mesure de prendre les dispositions nécessaires pour la conversation et l'administration du navire ou de sa cargaison, le fonctionnaire consulaire sera considéré comme autorisé à entreprendre au nom de l'armateur du navire les mesures que ce dernier aurait pu prendre lui-même à cet effet. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également à tout objet faisant partie de la cargaison du navire et appartenant à un ressortissant de l'Etat d'envoi.

4. Les autorités de l'Etat de résidence ne percevront à l'égard de tout navire avarié, de sa cargaison ou de tout objet auxquels s'appliquent les dispositions des paragraphes précédents du présent article, aucun impôt, taxe ou droit, à l'exception de ceux, du même type et montant, qui, dans des circonstances identiques, sont perçus d'un navire de l'Etat de résidence ou d'un Etat tiers de sa cargaison ou de tout objet appartenant à ce dernier.

5. Lorsqu'un objet faisant partie de la cargaison d'un navire avarié d'un pays tiers, qui appartient à un ressortissant de l'Etat d'envoi, a été trouvé sur la côte ou à proximité de la côte de l'Etat de résidence ou a été amené dans un port de cet Etat et si le capitaine du navire, le propriétaire de l'objet l'agent, l'assureur ou toute autre personne accréditée ne sont pas à même de prendre des mesures en vue de sa conservation et de son administration, le fonctionnaire consulaire sera considéré comme autorisé à entreprendre au nom du propriétaire les mesures que ce dernier aurait pu prendre lui même à cet effet.

Article 45.

Les dispositions des articles 40 à 44 de la présente Convention s'appliquent également aux aéronefs de l'aviation civile dans la mesure où elles sont susceptibles d'être appliquées.

CHAPITRE IV

Dispositions Finales

Article 46.

1. La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur 30 jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Sofia le plus tôt possible.

2. La présente Convention restera en vigueur pendant une période de cinq ans et sera par la suite prorogée par tacite reconduction, à moins que l'une des Parties contractantes n'en fasse cesser les effets après avoir informé l'autre Partie contractante par écrit et avec un préavis d'un an.

En foi de quoi les plénipontentiaires des deux Parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Athènes, le 31 mai 1973 en deux exemplaires originaux en langue française.

POUR LE ROYAUME DE GRECE

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

---

ΠΡΟΞΕΝΙΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

ΜΕΤΑΞΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΛΑΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑΣ

Τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως ρυμθίσουν ἐν πνεύματι φιλίας καὶ συνεργασίας τὰς προξενικὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν δύο Κρατῶν, ἀπεφάσισαν ὅπως συνάψουν προξενικὴν Σύμβασιν καὶ διώρισαν ὡς πληρεξουσίους ἐπὶ τούτῳ

Ὁ Ἀντιβασιλεὺς ἐνεργῶν ἐν ὀνόματι τοῦ Βασιλέως τῶν Ἑλλήνων :

τὸν κ. Ἀλέξανδρον Χατζηπέτρον, Ὑφυπουργὸν Ἐξωτερικῶν.

Τὸ Συμβούλιον τοῦ Κράτους τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας :

τὸν κ. NENKO TCHENDOV, Ὑπουργὸν Ἀναπληρωτὴν Ἐξωτερικῶν, οἵτινες, ἀφοῦ ἀντήλλαξαν τὰ ἀντίστοιχα πληρεξούσια ἔγγραφα των, ἀναγνωρισθέντα ὡς καλῶς ἔχοντα, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Ὁρισμοί.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως οἱ ἀκόλουθοι ὅροι νοοῦνται ὡς καθορίζονται κατωτέρω :

1. Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικὴ Ἀρχή», νοεῖται πᾶν γενικὸν προξενεῖον, προξενεῖον, ὑποπροξενεῖον ἢ προξενικὸν πρακτορεῖον.

2. Διὰ τοῦ ὅρου «Ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς», νοεῖται τὸ πρόσωπον τὸ ἐντεταλμένον ὅπως ἐνεργῇ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην.

3. Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικὸς λειτουργός», νοεῖται πᾶν πρόσωπον, συμπεριλαμβανομένου τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ἐντεταλμένου ὑπὸ τὴν ἰδιότητα διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

4. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὸς ὑπάλληλος», νοεῖται πᾶν πρόσωπον χρησιμοποιούμενον εἰς τὰς διοικητικὰς ἢ τεχνικὰς ὑπηρεσίας προξενικῆς τινος ἀρχῆς.

5. Διὰ τοῦ ὅρου «μέλος τοῦ ὑπηρεσιακοῦ προσωπικοῦ» νοεῖται πᾶν πρόσωπον ἐντεταλμένον εἰς τὴν ὑπηρετικὴν ἐργασίαν προξενικῆς τινος ἀρχῆς.

6. Διὰ τοῦ ὅρου «μέλος τῆς προξενικῆς ἀρχῆς», νοοῦνται οἱ προξενικοὶ λειτουργοί, οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ.

7. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικοὶ χῶροι» νοοῦνται τὰ κτίρια ἢ τμήματα τῶν κτιρίων καὶ τοῦ συνεχομένου γηπέδου τὰ ὁποῖα, οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ κύριος αὐτῶν, χρησιμοποιοῦνται ἀποκλειστικῶς διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

8. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὰ ἀρχεῖα», νοοῦνται ἅπαντα τὰ χαρτιά, ἔγγραφα ἀλληλογραφία, βιβλία, ταινίαι, μαγνητικαὶ ταινίαι καὶ πρωτόκολλα τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ὡς καὶ τὸ ὑλικὸν κρυπτογραφήσεως, οἱ κώδικες, αἱ ἀρχειοθῆκαι καὶ τὰ ἔπιπλα τὰ χρησιμοποιούμενα ἀποκλειστικῶς διὰ τὴν προστασίαν καὶ διατήρησίν των.

9. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὴ περιφέρεια» νοεῖται τὸ τμῆμα τῆς ἐπικρατείας τὸ ὑπαγόμενον εἰς προξενικὴν τινα ἀρχὴν διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων της.

10. Διὰ τοῦ ὅρου «πλοῖον τοῦ ἀποστέλλοντος κράτους» νοεῖται πᾶν πλοῖον, ἐκτὸς πολεμικοῦ, νοηλογημένον συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποστέλλοντος κράτους καὶ φέρον τὴν σημαίαν του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Ἐγκαθίδρυσις Προξενικῶν Ἀρχῶν καὶ Διορισμὸς τῶν μελῶν τῶν Ἀρχῶν τούτων.

Ἄρθρον 2.

1. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δὲν δύναται νὰ ἐγκαθιδρύσῃ προξενικὴν ἀρχὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους παρὰ μόνον τῇ συναινέσει τοῦ Κράτους τούτου.

Ἡ ἕδρα τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ἡ τάξις της, ἡ περιφέρειά της καὶ ἡ δύναμις τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ ὁρίζονται κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν. Μεταγενέστεραι τροποποιήσεις δὲν δύνανται νὰ ἐπενεχθῶσιν ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους εἰ μὴ κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ Κράτους διανομῆς.

3. Ἡ αἰτουμένη συγκατάθεσις δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ εἶναι ρητὴ καὶ προηγουμένη.

Ἄρθρον 3.

1. Πρὸ τοῦ διορισμοῦ τοῦ ἀρχηγοῦ προξενικῆς τινος ἀρχῆς, τὸ ἀποστέλλον Κράτος ζητεῖ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, τὴν συναίνεσιν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους διὰ τὸν διορισμὸν τούτων.

2. Μετὰ τὴν χορήγησιν τῆς συναινέσεως, ἡ διπλωματικὴ ἀποστολὴ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους θὰ παρουσιάσῃ εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους προξενικὸν δίπλωμα ἢ ἕτερον παρόμοιον ἔγγραφον ἐν ᾧ ἀναφέρεται τὸ πλῆρες ὄνομα τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ἡ ἰθαγένειά του, ὁ βαθμός του, ἡ ἕδρα τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ ἡ προξενικὴ περιφέρεια ἐντὸς τῆς ὁποίας θὰ ἐξασκήσῃ τὰ καθήκοντά του.

3. Μετὰ τὴν λῆψιν τοῦ προξενικοῦ διπλώματος τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ ἑτέρου παρομοίου ἐγγράφου βεβαιοῦντος τὸν διορισμὸν τούτου, τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος θὰ ἐκδώσῃ ἐντὸς βραχυτάτης προθεσμίας καὶ ἀτελῶς τὸ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον ἢ οἱονδήποτε ἕτερον παρόμοιον ἔγγραφον βεβαιοῦν τὴν ἐξουσιοδότησιν ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου. Πρὸ τῆς ἐκδόσεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου ἢ οἱουδήποτε ἑτέρου παρομοίου, τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος δύναται νὰ χορηγήσῃ εἰς τὸν ἀρχηγὸν τῆς προγενικῆς ἀρ-

χῆς ἐξουσιοδότησιν δι' ἧς τῷ ἐπιτρέπει τὴν προσωρινὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του.

4. Ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δὲν δύναται νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του, εἰ μὴ ἀφοῦ τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος τῷ χορηγήσῃ τὸ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον ἢ παρομοίαν ἐξουσιοδότησιν, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς προσωρινῆς ἐξουσιοδοτήσεως.

Ἄρθρον 4.

Τὸ ἀποστέλλον Κράτος θὰ γνωστοποιήσῃ ἐκ τῶν προτέρων διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους τὸν διορισμὸν τῶν λοιπῶν προξενικῶν λειτουργῶν, ὡς καὶ τὸν τῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων καὶ τῶν μελῶν τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ. Ἡ γνωστοποίησις αὕτη δέον νὰ περιλαμβάνῃ τὸ πλῆρες ὄνομα, τὴν ἰθαγένειαν, τὸν βαθμὸν καὶ τὰ καθήκοντα τῶν εἰρημένων προσώπων.

Ἄρθρον 5.

Μόνον ὑπήκοοι τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ μὴν εἶναι μόνιμος κάτοικος τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους δύναται νὰ διορισθῇ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ.

Ἄρθρον 6.

Τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν καὶ ἄνευ ὑποχρεώσεως δικαιολογήσεως τῆς ἀποφάσεώς του, νὰ γνωρίσῃ πρὸς τὸ ἀποστέλλον Κράτος διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ὅτι προξενικός τις λειτουργὸς εἶναι ἀνεπιθύμητον πρόσωπον ἢ ὅτι οἱοδήποτε μέλος τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ δὲν εἶναι ἀποδεκτόν. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος θὰ ἀνακαλέσῃ τότε τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπον ἢ θὰ θέσῃ τέρμα εἰς τὰ καθήκοντά του εἰς τὴν προξενικὴν ταύτην ἀρχήν, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.

Ἐὰν τὸ ἀποστέλλον Κράτος ἠρνεῖτο τὴν ἐκτέλεσιν ἢ δὲν ἐξετέλει ἐντὸς λογικῆς προθεσμίας τὴν ὑποχρέωσιν ταύτην, τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος δύναται νὰ παύσῃ νὰ ἀναγνωρίζῃ τὸ εἰρημένον πρόσωπον ὡς μέλος τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

Ἄρθρον 7.

1. Ἐὰν ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς κωλύεται νὰ ἐξασκήσῃ τὰ καθήκοντά του ἢ ἐὰν ἡ ἀρχὴ αὕτη εἶναι προσωρινῶς κενή, τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύναται νὰ ὑποδείξῃ προξενικόν τινα λειτουργὸν τῆς αὐτῆς ἢ ἑτέρας προξενικῆς ἀρχῆς ἐν τῷ ἀποδεχομένῳ Κράτει ἢ μέλος τι τοῦ διπλωματικοῦ προσωπικοῦ τῆς διπλωματικῆς του ἀποστολῆς ἐν τῷ Κράτει τούτῳ ἵνα διευθύνῃ προσωρινῶς τὴν προξενικὴν ἀρχήν, τὸ πλῆρες ὄνομα τοῦ προσώπου τούτου ἀνακοινοῦται ἐκ τῶν προτέρων εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

2. Ὁ προσωρινῶς διευθύνων τὴν προξενικὴν ἀρχὴν θὰ ἀπολαύῃ τῶν δικαιωμάτων, προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει προβλεπομένων ὑπὲρ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

3. Ὅταν μέλος τι τοῦ διπλωματικοῦ προσωπικοῦ διορίζεται εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχήν, συμφώνως τῇ παραγράφῳ 1, συνεχίζει ἀπολαύων τῶν διπλωματικῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

Ἄρθρον 8.

Τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος ἐξασφαλίζει τὴν προστασίαν τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ καὶ λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ τῷ ἐπιτρέψῃ νὰ ἐκπληρώσῃ τὰ καθήκοντά του καὶ νὰ ἀπολαύῃ τῶν δικαιωμάτων, προνομοίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ, ἐνδεχομένως, ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

Ἄρθρον 9.

1. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύναται, συμφώνως τῇ νομοθεσίᾳ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, νὰ ἀποκτήσῃ κατὰ κυριότητα, νὰ κατέχῃ ἢ νὰ μισθώσῃ τοὺς ἀναγκαίους χώρους διὰ τὴν προξενικὴν ἀρχήν. Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος προσφέρει τὴν συνδρομήν του εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος διὰ τὴν ἀπόκτησιν, τὴν κατασκευὴν ἢ τὴν μίσθωσιν ἀκινήτων διὰ τοὺς ἀνωτέρω σκοπούς, ὡς ἐπίσης καὶ διὰ τὴν ἐξεύρεσιν καταλλήλων κατοικιῶν διὰ τὰ μέλη τοῦ προσωπικοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

2. Αἱ διατάξεις τῆς 1ης παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀπαλλάσσουν τὸ ἀποστέλλον Κράτος τῆς ὑποχρεώσεως ὅπως συμμορφωθῇ πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν οἰκοδόμησιν καὶ τὴν πολεοδομίαν.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ
## ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΑΙ

Ἄρθρον 10.

1. Ὁ θυρεὸς τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ τὸ προξενικὸν ἔμβλημα μετ' ἐπιγραφῆς εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ τε ἀποστέλλοντος καὶ ἀποδεχομένου Κράτους ἢ εἰς ἑτέραν διεθνῆ γλῶσσαν, δύναται νὰ τοποθετεθῇ ἐπὶ τοῦ ἀκινήτου τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ ἐπὶ τῆς θύρας εἰσόδου.

2. Ἡ ἐθνικὴ σημαία τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους δύναται νὰ ὑψωθῇ ἐπὶ τοῦ προξενικοῦ ἀκινήτου καὶ ἐπὶ τῆς κατοικίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀποστολῆς. Κατὰ τὴν ἐξάσκησιν τοῦ δικαιώματος τούτου, δέον ὅπως ληφθῶσιν ὑπ' ὄψιν οἱ νόμοι, κανονισμοὶ καὶ συνήθειαι τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

3. Ἡ ἐθνικὴ σημαία τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους δύναται ἐπίσης νὰ ὑψωθῇ ἐπὶ τοῦ ὀχήματος τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ὅταν οὗτος τὸ χρησιμοποιῇ δι' ἐπισήμους σκοπούς.

Ἄρθρον 11.

1. Οἱ προξενικοὶ χῶροι, ὡς ἐπίσης καὶ ἡ κατοικία τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, εἶναι ἀπαραβίαστοι. Αἱ ἀρχαὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους δὲν δύνανται νὰ εἰσχωρήσουν εἰ μὴ τῇ συναινέσει τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ τοῦ προσώπου τοῦ ὑποδειχθέντος ὑφ' ἑνὸς τούτων.

2. Οἱ ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἀναφερόμενοι χῶροι δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν παρὰ μόνον διὰ σκοποὺς σχετιζομένους πρὸς τὰ προξενικὰ καθήκοντα.

3. Ἐὰν συντρέχῃ λόγος εἰσχωρήσεως εἰς τοὺς προξενικοὺς χώρους, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ ἀπαραβίαστον τῶν προξενικῶν ἀρχείων, ἀναγνωριζόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 12, θὰ εἶναι σεβαστόν.

4. Τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος θὰ λάβῃ ὅλα τὰ κατάλληλα μέτρα ἵνα ἐξασφαλίσῃ τὴν προστασίαν τῶν προξενικῶν χώρων.

Ἄρθρον 12.

Τὰ προξενικὰ ἀρχεῖα εἶναι ἀπαραβίαστα πάντοτε, καὶ ὁπουδήποτε κι ἂν εὑρίσκωνται, τὰ ἔγγραφα τὰ μὴ ἀφορῶντα εἰς τὴν προξενικὴν ὑπηρεσίαν δέον ὅπως μὴ φυλάσσωνται ἐν τοῖς προξενικοῖς ἀρχείοις.

Ἄρθρον 13.

1. Ἡ προξενικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ ἐπικοινωνῇ μετὰ τῆς Κυβερνήσεως της, τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς καὶ τῶν προξενικῶν ἀρχῶν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἐν τῷ ἀποδεχομένῳ Κράτει. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἡ προξενικὴ

ἀρχὴ δύναται νὰ χρησιμοποιῇ ἅπαντα τὰ δημόσια μέσα ἐπικοινωνίας, ταχυδρόμους καὶ ἐσφραγισμένα δέματα (σάκκος, φάκελλος ἢ προξενικὸν δέμα) καὶ ποιήσηται χρῆσιν κρυπτογραφικοῦ κώδικος. Εἰς ὅτ,τι ἀφορᾷ εἰς τὴν χρησιμοποίησιν τῶν δημοσίων μέσων ἐπικοινωνίας, ἡ προξενικὴ ἀρχὴ δικαιοῦται τῶν αὐτῶν τιμολογίων ὡς ἡ διπλωματικὴ ἀποστολὴ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους. Ἐν τούτοις, ἡ προξενικὴ ἀρχὴ δὲν δύναται νὰ ἐγκαταστήσῃ καὶ χρησιμοποιήσῃ ραδιοφωνικὸν πομπὸν εἰ μὴ τῇ συνεναίσει τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

2. Ἡ ἐπίσημος ἀλληλογραφία τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ἀνεξαρτήτως τοῦ χρησιμοποιουμένου μέσου ἐπικοινωνίας, ὡς ἐπίσης καὶ οἱ προξενικοὶ σάκκοι, φάκελλοι, ἢ δέματα, φέροντα τὴν ἐπίσημον σφραγῖδα καὶ εὐδιάκριτα ἐξωτερικὰ σημεῖα τοῦ ἐπισήμου χαρακτῆρος των, εἶναι ἀπαραβίαστοι καὶ δὲν δύνανται νὰ ἐλέγχθοῦν ἢ κατασχεθοῦν ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτοις, Ἐν τούτοις, ἐὰν αἱ ἀρχαὶ αὗται ἔχουν σοβαροὺς λόγους νὰ πιστεύουν ὅτι οἱ προξενικοὶ σάκκοι, φάκιλλοι ἢ δέματα περιέχουν ἕτερα ἀντικείμενα ἢ τὴν ἐπίσημον ἀλληλογραφίαν, δύνανται νὰ ζητήσουν ὅπως οὗτοι ἐπιστραφῶσιν εἰς τὸ τόπον προελεύσεως των.

3. Τὰ πρόσωπα τὰ ἐπιφορτισμένα μὲ τὴν μεταφορὰν τῶν προξενικῶν σάκκων, φακέλλων, ἢ δεμάτων, ἅτινα δέον νὰ φέρουν μεθ' ἑαυτῶν ἐπίσημον ἔγγραφον βεβαιοῦν τὴν ἰδιότητά των, ἀπολαύουν τῶν δικαιωμάτων, προνομίων καὶ ἀσυλιῶν ἂν ἀπολαύουν οἱ ταχυδρόμοι τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

Ἄρθρον 14.

1. Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς τὰ μὴ ἔχοντα τὴν ἰθαγένειαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, δὲν ὑπόκεινται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους διὰ τὰς ἐπισήμους πράξεις των.

2. Ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς λοιπὰς πράξεις, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ διαβιοῦντα ὑπὸ τὴν στέγην των, ἐὰν δὲν εἶναι ὑπήκοοι τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, ἀπολαύουν τοῦ ἀπαραβιάστου τοῦ προσώπου καὶ δὲν δύνανται νὰ συλληφθῶσιν ἢ προφυλακισθῶσι, οὔτε τεθῶσιν ὑπὸ ἕτερα περιοριστικὰ τῆς ἐλευθερίας μέτρα, εἰ μὴ μόνον ὅταν πρόκειται περὶ κατηγορίας ἐκ μέρους τῆς Δικαστικῆς Ἀρχῆς διὰ σοβαρὸν ἐκ προθέσεως ἔγκλημα τιμωρούμενον, κατὰ τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, διὰ ποινῆς πενταετοῦς τοὐλάχιστον στερήσεως τῆς ἐλευθερίας. Ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως ταύτης, τὰ εἰρημένα πρόσωπα δὲν δύναται νὰ φυλακισθῶσι οὔτε νὰ ὑποβληθῶσι εἰς οἱανδήποτε ἄλλην μορφὴν περιορισμοῦ τῆς προσωπικῆς των ἐλευθερίας, ἐκτὸς εἰς ἐκτέλεσιν ὁριστικῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως.

3. Ἡ ἔναρξις ποινικῆς διώξεως ἢ ἡ ἔναρξις ἐκτελέσεως καταδίκης δυνάμει ὁριστικῆς καταδικαστικῆς ἀποφάσεως κατὰ τῶν προσώπων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον δέον νὰ γνωστοποιηθοῦν εἰς τὴν διπλωματικὴν ἀποστολὴν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

4. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύναται νὰ παραιτηθῇ τῆς ἐν παραγράφῳ 2 προβλεπομένης ἀσυλίας. Ἡ παραίτησις δέον νὰ εἶναι πάντοτε ρητὴ καὶ νὰ γνωστοποιῆται πρὸς τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 15.

1. Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δύνανται νὰ κληθοῦν νὰ καταθέσουν ὡς μάρτυρες τῇ αἰτήσει τῶν δικαστικῶν ἢ διοικητικῶν ἀρχῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους. Ἐν τούτοις, οὐδὲν καταναγκαστικὸν μέτρον ἢ ἑτέρα κύρωσις δύναται νὰ ληφθῇ εἰς βάρος τῶν προσώπων τούτων ἐὰν εἶναι ὑπήκοοι τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

2. Ἡ ἀρχὴ ἥτις ζητᾷ τὴν μαρτυρικὴν κατάθεσιν προξενικοῦ λειτουργοῦ δέον νὰ ἀποφεύγῃ νὰ παρενοχλῇ τὸν ἐν λόγῳ λειτουργὸν εἰς τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων του, καί, ἐὰν τοῦτο εἶναι δυνατόν, θὰ δύναται νὰ λάβῃ τὴν κατάθεσίν του προφορικῶς ἢ ἐγγράφως εἰς τὴν κατοικίαν του ἢ εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχήν.

3. Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των δύνανται νὰ ἀρνηθοῦν νὰ καταθέσουν ἐπὶ γεγονότων σχετικῶν πρὸς τὴν ἐπίσημον δραστηριότητα τῶν μελῶν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς. Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἔχουν ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνηθοῦν νὰ καταθέσουν ὡς ἐμπειρογνώμονες διὰ τὸ ἐθνικὸν δίκαιον τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

Ἄρθρον 16.

Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ὡς καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ διαβιοῦντα ὑπὸ τὴν αὐτὴν στέγην, ἅτινα δὲν εἶναι ὑπήκοοι τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, ἀπαλλάσσονται ἐν τῷ Κράτει τούτῳ ἁπασῶν τῶν στρατιωτικῶν ἐπιβαρύνσεων (ἐπιτάξεων, συνεισφορῶν, στρατιωτικῶν καταλυμάτων, κ.λ.π.) ἢ ἑτέρων προσωπικῶν παροχῶν δημοσίου χαρακτῆρος.

Ἄρθρον 17.

Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ διαβιοῦντα ὑπὸ τὴν στέγην των, ἐὰν δὲν ἔχουν τὴν ἰδιότητα μονίμου κατοίκου τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, ἀπαλλάσσονται τῶν ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους προβλεπομένων ὑποχρεώσεων ἐν σχέσει πρὸς τὴν καταγραφὴν τῶν ἀλλοδαπῶν καὶ τὴν ἄδειαν παραμονῆς καὶ ἑτέρας διατυπώσεις παρομοίας φύσεως ἐφαρμοζομένας εἰς τοὺς ἀλλοδαπούς.

1. Τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος δὲν θὰ εἰσπράξῃ φόρους ἢ τέλη διά :

α) τοὺς χώρους τῆς προξενικῆς ἀρχῆς τοὺς ἀποκλειστικῶς χρησιμοποιουμένους διὰ προξενικοὺς σκοπούς, ἂν οὗτοι ἀνήκουν εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος ἢ ἐμισθώθησαν ἐπ' ὀνόματί του.

β) τὰς συναλλαγὰς καὶ τὰς πράξεις τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν κτῆσιν τῶν ἀκινήτων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ προηγούμενον σημεῖον.

γ) τὴν κυριότητα, τὴν κατοχὴν ἢ τὴν χρησιμοποίησιν κινητῶν πραγμάτων χρησιμοποιουμένων διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς προξενικῆς ὑπηρεσίας.

2. Αἱ διατάξεις τοῦ ἐδαφίου α τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἔχουν ἐφαρμογὴν προκειμένου περὶ τελῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀμοιβὴν παρεχομένων ἰδιαιτέρων ὑπηρεσιῶν.

3. Ἡ ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένη φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν φόρων καὶ τελῶν οἵτινες ἐπιβαρύνουν τὰ πρόσωπα ἅτινα συνηλλάγησαν μετὰ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ προσώπου ἐνεργοῦντος ἐπ' ὀνόματί του.

Ἄρθρον 19.

1. Τὰ ποσὰ τὰ εἰσπραττόμενα ὡς δικαιώματα καὶ τέλη, ἅτινα οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους προβλέπουν διὰ τὰς προξενικὰς πράξεις καὶ αἱ σχετικαὶ ἀποδείξεις ἀπαλλάσσονται παντὸς φόρου καὶ τέλους ἐν τῷ ἀποδεχομένῳ Κράτει.

2. Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ἅτινα δὲν ἔχουν τὴν ἰθαγένειαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, ἀπαλλάσσονται ἐν τῷ Κράτει τούτῳ τῆς πληρωμῆς παντὸς φόρου καὶ τέλους ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς ἀποδοχὰς μισθοὺς ἢ ἀποζημιώσεις τοὺς εἰσπραττομένους παρὰ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους εἰς ἀνταμοιβὴν τῶν προξενικῶν των ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 20.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ διαβιοῦντα ὑπὸ τὴν στέγην των, ἐὰν δὲν εἶναι ὑπήκοοι τοῦ ἀποδεχομένουΚράτους καὶ δὲν ἐξασκοῦν ἐν αὐτῷ ἐπικερδῆ δραστηριότητα, ἀπαλλάσσονται ἐπὶ πλέον πάντων τῶν παρεμφερῶν φόρων καὶ τελῶν παντὸς εἴδους, ἐθνικῶν περιφερειακῶν ἢ κοινοτικῶν, ἐκτός :

α) τῶν ἐμμέσων φόρων τοιαύτης φύσεως, οἵτινες κανονικῶς ἐνσωματοῦνται εἰς τὴν τιμὴν τῶν ἐμπορευμάτων ἢ τῶν ὑπηρεσιῶν.

β) τῶν φόρων καὶ τῶν τελῶν ἐπὶ τῶν ἰδιωτικῶν ἀκινήτων (ἀφορώντων εἰς τὴν κτῆσιν, κυριότητα, κατοχήν, διάθεσιν, κλπ) τῶν κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

γ) τῶν φόρων κληρονομίας καὶ μεταβιβάσεως τῶν εἰσπρττομένων παρὰ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς διατάξεως τοῦ ἄρθρου 21.

δ) τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῶν ἰδιωτικῶν εἰσοδημάτων τῶν ἐχόντων τὴν πηγὴν των ἐν τῷ ἀποδεχομένῳ Κράτει.

ε) τῶν φόρων καὶ τελῶν τῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀμοιβὴν παρεχομένων ἰδιαιτέρων ὑπηρεσιῶν.

στ) τῶν τελῶν μεταγραφῆς, δικαστικῶν, ὑποθήκης καὶ χαρτοσήμου.

Ἄρθρον 21.

Ἐν περιπτώσει θανάτου μέλους τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ μέλους τῆς οἰκογενείας του ὅπερ ἔζη ὑπὸ τὴν στέγην του, τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος ἀπαλλάσσει τὰ κινητὰ πράγματα τῆς κληρονομίας παντὸς φόρου ἢ τέλους, ἂν ὁ ἀποβιώσας δὲν ἦτο ὑπήκοος τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους καὶ ἂν τὰ ἐν λόγῳ ἀγαθὰ εὑρίσκωνται ἐκεῖ λόγῳ τῆς διαμονῆς τοῦ ἀποβιώσαντος ἐν τῷ Κράτει τούτῳ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ μέλους τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ τοῦ μέλους τῆς οἰκογενείας του,τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος ἐπιτρέπει τὴν ἐξαγωγὴν τῶν κινητῶν πραγμάτων τοῦ ἀποβιώσαντος, ἐκτὸς ἐκείνων ἅτινα ἀπεκτήθησαν ἐν τῷ ἀποδεχομένῳ Κράτει καὶ ὧν ἀπαγορεύεται ἡ ἐξαγωγή.

Ἄρθρον 22.

1. Συμφώνως πρὸς τὰς ἰσχυούσας νομοθετικὰς καὶ κανονιστικὰς διατάξεις, τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος ἐπιτρέπει τὴν εἴσοδον καὶ χορηγεῖ τὴν ἀπαλλαγὴν ἀπὸ πάντων τῶν τελωνειακῶν δασμῶν, τελῶν καὶ ἑτέρων σχετικῶν ὀφειλῶν, ἐκτὸς τῶν δαπανῶν ἐναποθηκεύσεως, μεταφορᾶς καὶ σχετικῶν ἐξόδων δι' ἀναλόγους ὑπηρεσίας, διά :

α) τὰ ἀντικείμενα, συμπεριλαμβανομένων τῶν αὐτοκινήτων, τὰ προοριζόμενα δι' ἐπίσημον χρῆσιν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

β) τὰ ἀντικείμενα τὰ προοριζόμενα διὰ προσωπικὴν χρῆσιν τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ ἢ τῶν μελῶν τῆς οἰκογενείας του τῶν διαβιούντων μετ' αὐτοῦ, συμπεριλαμβανομένων τῶν εἰδῶν τῶν προοριζομένων διὰ τὴν ἐγκατάστασιν του.

2. Οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ ἀπολαύουν τῶν ἐν τῷ σημείῳ β τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένων ἀπαλλαγῶν, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ κατὰ τὴν πρώτην των ἐγκατάστασιν εἰσαγόμενα ἀντικείμενα.

3. Οἱ ὑπήκοοι καὶ οἱ μόνιμοι κάτοικοι τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους δὲν ἀπολαύουν τῶν ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ προβλεπομένων προνομίων.

4. Αἱ εἰρημέναι ἀπαλλαγαὶ δὲν ἀποκλείουν τὸν τελωνειακὸν ἔλεγχον.

5. Τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος θὰ δύναται νὰ ἐξαρτᾷ τὴν παραχώρησιν τῶν ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ προβλεπομένων ἀπαλλαγῶν ἐκ τῆς χορηγήσεως αὐτῷ δηλώσεως εἰσαγωγῆς ἢ ἐπανεξαγωγῆς, διδομένης ὑπὸ τὸν τύπον ὃν θὰ δύναται νὰ ὑπαγορεύσῃ.

Ἄρθρον 23.

Οἱ προξενικοὶ χῶροι, ἡ ἐπίπλωσίς των καὶ τὰ ἀγαθὰ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ μέσα τῆς μεταφορᾶς δὲν δύνανται νὰ γίνουν ἀντικείμενον οὐδεμιᾶς μορφῆς ἐπιτάξεως διὰ σκοποὺς ἐθνικῆς ἀμύνης ἢ δημοσίας ὠφελείας. Ἐν ἢ περιπτώσει θὰ ἦτο ἀναγκαία ἀπαλλοτρίωσις διὰ τοὺς ἰδίους τούτους σκοπούς, ἅπαντα τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα δέον νὰ ληφθοῦν ἵνα ἀποφευχθῇ ἡ παρακώλυσις τῆς ἐξασκήσεως τῶν προξενικῶν καθηκόντων καὶ θὰ καταβληθῇ ταχεῖα, προσήκουσα καὶ πραγματικὴ ἀποζημίωσις εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος.

Ἄρθρον 24.

1. Τὰ πρόσωπα ἐφ' ὧν ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις ὑποχρεοῦνται νὰ τηροῦν τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, ἰδίᾳ τοὺς κανονισμοὺς τοὺς σχετικοὺς πρὸς τὴν κυκλοφορίαν καὶ τὴν ἀσφάλισιν ἀστικῆς εὐθύνης διὰ τὴν χρησιμοποίησιν παντὸς ὀχήματος.

2. Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δὲν δύνανται νὰ ἐπικαλεσθοῦν τὰ δικαιώματα, προνόμια καὶ ἀσυλίας αἵτινες τοῖς ἀνεγνωρίσθησαν διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰ μὴ μόνον διὰ σκοποὺς συμβιβαζομένους πρὸς τὴν ἰδιότητά των.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.
## ΠΡΟΞΕΝΙΚΑ ΚΑΘΗΚΟΝΤΑ

Ἄρθρον 25.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς περιφερείας του, νὰ ἐνασκήσῃ τὰ καθήκοντα τὰ προβλεπόμενα ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει, Ἐπὶ πλέον δύναται νὰ ἀναλάβῃ καὶ ἕτερα προξενικὰ καθήκοντα ἅτινα τῷ ἀνατίθενται ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ ἅτινα δὲν εἶναι ἀντίθετα πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δὲν δύναται νὰ ἐνασκήσῃ τὰ καθήκοντά του εἰ μὴ ἐντὸς τῆς προξενικῆς του περιφερείας. Ἐν τούτοις, εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις, δύναται νὰ ἐξασκήσῃ τὰ καθήκοντά του καὶ ἐκτὸς τῆς εἰρημένης περιφερείας, κατόπιν τῆς συγκαταθέσεως τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

3. Κατὰ τὴν ἐξάσκησιν τῶν καθηκόντων του ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ εἰσπράττῃ τὰ δικαιώματα καὶ τέλη τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

Ἄρθρον 26.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει τὸ δικαίωμα ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς περιφερείας του νὰ προστατεύῃ καὶ ὑπερασπίζῃ τὰ δικαιώματα καὶ συμφέροντα τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ὡς ἐπίσης καὶ ἐκεῖνα τῶν ὑπηκόων του, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν νομικῶν προσώπων.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς θὰ συμβάλῃ εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν, οἰκονομικῶν, ναυτιλιακῶν, τουριστικῶν, μορφωτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν σχέσεων μεταξὺ τοῦ ἀποστέλλοντος καὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, κατὰ τρόπον ὥστε νὰ προωθῇ εἰς τοὺς τομεῖς τούτους τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Κρατῶν τούτων.

Ἄρθρον 27.

1. Ἐν τῇ ἐνασκήσει τῶν καθηκόντων του, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς περιφερείας του, νὰ ἐπικοινωνῇ νὰ συνδιαλέγηται μετὰ τῶν ὑπηκόων τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, νὰ τοὺς συμβουλεύῃ καὶ συμπαρίσταται εἰς τὰ διαβήματά των παρὰ ταῖς ἀρχαῖς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, καί, ἐὰν χειάζεται, νὰ τοῖς ἐξασφαλίζῃ τὴν συνδρομὴν δικηγόρου.

2. Τὸ ἀποδεχόμενον Κράτος κατ' οὐδένα τρόπον θὰ παρεμποδίζῃ τὸ δικαίωμα τῶν ὑπηκόων τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ὅπως ἐπικοινωνοῦν μετὰ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ μεταβαίνουν εἰς ταύτην.

Ἄρθρον 28.

1. Ἐν περιπτώσει συλλήψεως ἢ οἱασδήποτε ἑτέρας μορφῆς κρατήσεως ὑπηκόου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἐν τῷ ἀποδεχομένῳ Κράτει, αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ τελευταίου ὑποχρεοῦνται ὅπως γνωστοποιήσουν τοῦτο ἀμέσως καί, τὸ ἀργότερον, ἐντὸς 48 ὡρῶν, εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ μεταβαίνῃ παρὰ ὑπηκόῳ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ὅστις τελεῖ ἐν συλλήψει, κρατήσει ἢ φυλακίσει εἰς ἐκτέλεσιν στερητικῆς τῆς ἐλευθερίας ποινῆς, καὶ νὰ ἔρχεται εἰς ἐπικοινωνίαν μετ' αὐτοῦ, τὰ ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ σκοπούμενα δικαιώματα ἀσκοῦνται συμφώνως τοῖς νόμοις καὶ κανονισμοῖς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ὑπὸ τὸν ὅρον ὅμως ὅτι οἱ νόμοι οὗτοι καὶ κανονισμοὶ δὲν ἀκυροῦν τὰ περὶ ὧν πρόκειται δικαιώματα.

Ἄρθρον 29.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει τὸ δικαίωμα, ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς περιφερείας του:

α) νὰ δέχηται πᾶσαν δήλωσιν ἥτις θὰ ἀπητεῖτο ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ἰδίᾳ ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν ἰθαγένειαν.

β) νὰ καταχωρῇ εἰς τὰ μητρῷα τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

γ) νὰ καταχωρῇ πράξεις γεννήσεως καὶ θανάτου ἢ πᾶσαν ἄλλην ληξιαρχικὴν πρᾶξιν τῶν ὑπηκόων τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ νὰ ἐκδίδῃ τὰ ἀντίστοιχα πιστοποιητικά.

δ) νὰ ἐκδίδῃ, ἀνανεοῖ, τροποποιῇ ἢ ἀκυροῖ διαβατήρια ἢ ἑτέρους ταξειδιωτικοὺς τίτλους εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ὡς ἐπίσης καὶ πᾶσαν θεώρησιν εἰσόδου ἢ διελεύσεως ἢ ἕτερα προσήκοντα ἔγγραφα εἰς πρόσωπον ἐπιθυμοῦν νὰ μεταβῇ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

ε) νὰ ἐπικυροῖ ἢ βεβαιοῖ ὑπογραφὰς καὶ ἔγγραφα καὶ νὰ μεταφράζῃ καὶ ἐπικυροῖ τὰ ἔγγραφα ταῦτα.

2. Αἱ ἐν τοῖς προηγουμένοις ἐδαφίοις προβλεπόμεναι διατάξεις δὲν ἀπαλλάσουν τὰ ἐνδιαφερόμενα πρόσωπα τῆς ὑποχρεώσεως ὅπως συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατυπώσεις τὰς ὁριζομένας ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

3. Αἱ ἀρχαὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους θὰ παρέχουν τὴν συνδρομὴν των εἰς τὸν προξενικὸν λειτουργὸν ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ὑπήκοος τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἐπιθυμεῖ νὰ λάβῃ παρὰ τῶν ἀρχῶν τούτων πρᾶξιν σχετιζομένην πρὸς τὴν προσωπικήν του κατάστασιν.

Ἄρθρον 30.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει τὸ δικαίωμα ἐν τῇ περιφερείᾳ του:

α) νὰ συντάσσῃ, ἐπικυροῖ, θεωρῇ πρέξεις, ἔγγραφα καὶ συμβόλαια ἢ τὰ ἀντίγραφα τούτων ἀφορώσας: τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους· ὑπηκόους ἑτέρου κράτους, ἐν ᾧ μέτρῳ αἱ πράξεις καὶ συμβόλαια αὗται ἀναφέρονται εἰς πράγματα κείμενα ἐν τῷ ἀποστέλλοντι Κράτει ἢ προορίζονται νὰ παραγάγουν τὰ ἀποτελέσματά των ἐν τῷ Κράτει τούτῳ.

Αἱ πράξεις καὶ συμβόλαια αἱ προβλεπόμεναι ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ δὲν θὰ δύναται νὰ παραγάγουν ἔννομα ἀποτελέσματα ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους εἰ μὴ ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ νομοθεσία τοῦ τελευταίου δὲν ἀντιτίθεται εἰς τοῦτο.

β) νὰ συντάσσῃ, ἐπικυροῖ καὶ παραλαμβάνῃ πρὸς φύλαξιν διαθήκας.

2. Αἱ πράξεις, ἔγγραφα, ἀντίγραφα μεταφράσεις ἢ ἀποσπάσματα περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 δέον νὰ ἐπικυροῦται πρὶν ἢ χρησιμοποιηθοῦν παρὰ ταῖς ἀρχαῖς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, ἐφ' ὅσον ἡ διατύπωσις αὕτη ἀπαιτεῖται συμφώνως τῇ νομοθεσίᾳ τοῦ Κράτους τούτου.

Ἄρθρον 31.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ ἐκδίδῃ πιστοποιητικὰ προελεύσεως ἢ καταγωγῆς τῶν ἐμπορευμάτων.

Ἄρθρον 32.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται, καθ' ὅ μέτρον ἡ νομοθεσία τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ἐπιτρέπει τοῦτο, νὰ προτείνῃ εἰς τὰ δικαστήρια ἢ εἰς ἑτέρας ἁρμοδίας ἀρχὰς πρόσωπόν τι δυνάμενον ὅπως διορισθῇ κηδεμὼν ἢ ἐπίτροπος ὑπηκόου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ τῶν ἀγαθῶν του τῶν παραμεινάντων ἄνευ ἐπιτηρήσεως.

2. Ἐὰν τὰ δικαστήρια ἢ αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους θεωρήσουν τὸ προταθὲν πρόσωπον ὡς μὴ ἱκανὸν διὰ τὴν ἀνάληψιν τῶν καθηκόντων τούτων, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς θὰ δύναται νὰ προτείνῃ ἕτερον πρόσωπον διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν ἐν λόγῳ καθηκόντων.

Ἄρθρον 33.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως κοινοποιῇ εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους πράξεις καὶ ἔγγραφα τὰ ὁποῖα ἀπευθύνονται αὐτοῖς ὑπὸ τῶν δικαστηρίων ἢ ἑτέρων ἀρχῶν τοῦ Κράτους τούτου, ἐνεργῶν κατὰ τρόπον σύμφωνον πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

Ἄρθρον 34.

Ὅταν αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους λάβουν γνῶσιν τοῦ θανάτου ὑπηκόου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, θὰ πληροφοροῦν ἀμελλητὶ τὸν προξενικὸν λειτουργόν. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς πληροφορεῖ ὡσαύτως τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ἐὰν λάβῃ παρόμοιαν πληροφορίαν ἐξ ἑτέρας πηγῆς.

Ἄρθρον 35.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους πληροφοροῦν τὸν προξενικὸν λειτουργὸν περὶ τῆς ὑπάρξεως κληρονομίας ἐντὸς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ὑπηκόου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ ἑτέρου τινὸς προσώπου, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ ἰθαγένεια αὐτοῦ, ἐφ' ὅσον ὁ κληρονόμος, ὁ δικαιούχους ἢ ὁ κληροδόχος εἶναι ὑπήκοος τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, μὴ κατοικῶν ἐντὸς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους καὶ μὴ ἐκπροσωπούμενος ἐν αὐτῷ.

Ἄρθρον 36.

1. Ὁσάκις ὑπήκοος τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ἀποθανὼν ἐντὸς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, καταλείπει ἀγαθὰ ἐν τῷ Κράτει τούτῳ, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς εἰς τὴν περιφέρειαν τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ κληρονομία δύναται, ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως διασφαλίσσῃ τὴν προστασίαν, φύλαξιν καὶ διαχείρισιν τῶν ἀγαθῶν τούτων νά:

α) ζητήσῃ ἀπὸ τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ὅπως λάβουν τὰ ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ Κράτους τούτου προβλεπόμενα μέτρα διὰ τὴν διαφύλαξιν καὶ διαχείρισιν τῶν ἀγαθῶν τῆς κληρονομίας. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ παρίσταται κατὰ τὴν ἀπογραφὴν καὶ τὴν ἐπίθεσιν τῶν σφραγίδων καὶ νὰ παρακολουθῇ τὴν ἀρξαμένην διαδικασίαν διὰ τοὺς προαναφερθέντας σκοπούς.

β) κατέχῃ καὶ διαχειρίζηται τὰ ἀγαθὰ τῆς κληρονομίας καὶ ἀσκῇ πᾶσαν ἑτέραν συναφῆ δραστηριότητα, ἀπ' εὐθείας ἢ μέσῳ ἐξουσιοδοτημένου προσώπου, καθ' ὁ μέτρον ἡ νομοθεσία τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ἐπιτρέπει τοῦτο.

2. Ὁσάκις τυγχάνει ἀναγκαία, συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, δικαστικὴ ἔγκρισις ἐξουσιοδοτοῦσα τὸν προξενικὸν λειτουργὸν ὅπως ἀσκῇ τὰ καθήκοντά του τὰ προβλεπόμενα ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ ἔγκρισις αὕτη παρέχηται εἰς αὐτὸν τῇ αἰτήσει του, συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

Ἄρθρον 37.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται, διὰ λογαριασμὸν ὑπηκόου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους μὴ διαμένοντος ἐν τῷ ἀποδεχομένῳ Κράτει νὰ λαμβάνῃ ὑπὸ δικαστηρίου, ἀρχῆς ἢ ἁρμοδίου προσώπου χρηματικὰ ποσά, ἀγαθὰ ἢ ἕτερα περιουσιακὰ στοιχεῖα ἐφ' ὧν ὁ ὑπήκοος οὗτος ἔχει δικαίωμα συνεπείᾳ τοῦ θανάτου οἱουδήποτε προσώπου.

Εἰς τὰ ὡς ἄνω χρηματικὰ ποσά, ἀγαθὰ ἢ περιουσιακὰ στοιχεῖα δύνανται νὰ περιλαμβάνωνται, κυρίως, μερίδια κληρονομίας, ἀσφάλιστρα ἐξ ἀσφαλειῶν ζωῆς, ὡς καὶ ποσὰ καταβαλλόμενα κατ' ἐφαρμογὴν τῆς κοινωνικῆς νομοθεσίας. Τὸ δικαστήριον, ἀρχὴ ἢ πρόσωπον περὶ ὧν ἀνωτέρω, δύνανται ὅπως ζητήσουν παρὰ τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ ὅπως συμμορφωθῇ πρὸς τοὺς ἀκολούθους ὅρους:

α) νὰ παρουσιάσῃ ἐξουσιοδότησιν ἢ ἑτέραν ἐγγύησιν προερχομένην ἐκ τοῦ ὑπηκόου μὴ κατοίκου τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

β) νὰ παρουσιάσῃ ἐπαρκῆ ἀπόδειξιν περὶ τοῦ δικαιώματος τοῦ ὑπηκόου τούτου ἐπὶ τῶν ὡς ἄνω χρηματικῶν ποσῶν καὶ περιουσιακῶν στοιχείων

γ) νὰ ἐπιστρέψῃ τὰ χρηματικὰ ταῦτα ποσὰ καὶ περιουσιακὰ στοιχεῖα εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν θὰ ἦτο εἰς θέσιν ὅπως παράσχῃ τὴν ἀπόδειξιν ταύτην.

2. Ἐὰν ὁ προξενικὸς λειτουργὸς παραλάβῃ τὰ ὡς ἄνω χρηματικὰ ποσὰ ἢ περιουσιακὰ στοιχεῖα, τὸ δικαστήριον ἡ ἀρχὴ ἢ τὸ ἐνδιαφερόμενον πρόσωπον δύνανται νὰ ζητήσουν παρ' αὐτοῦ ἀπόδειξιν ἀποδεικνύουσαν τὴν παράδοσιν ταύτην.

3. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἐφαρμοσθοῦν συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

Ἄρθρον 38.

Ὅταν ὑπήκοος τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους μὴ ἔχων μόνιμον διαμονὴν ἐν τῷ ἀποδεχομένῳ Κράτει ἀποθάνῃ κατὰ τὴν διάρκειαν ταξειδίου, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς θὰ δύναται ἀμέσως νὰ παραλάβῃ πρὸς φύλαξιν τὰ προσωπικὰ ἀντικείμενα καὶ τὰ χρηματικὰ ποσὰ τοῦ ἀποβιώσαντος πρὸς ἐξασφάλισιν τούτων.

Πᾶν συντηρητικὸν μέτρον ἢ μέτρον διαθέσεως ἀφορῶν εἰς τὰ ὡς ἄνω ἀντικείμενα ἢ χρηματικὰ ποσὰ ὑπόκειται εἰς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

Ἄρθρον 39.

Ὁσάκις ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἀσκεῖ τὰ καθήκοντα τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν ἄρθρων 34 ἕως 38 τῆς παρούσης Συμβάσεως, δέον ὅπως συμμορφοῦται πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους καὶ παρὰ τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 14 καὶ 15, ὑπόκειται ἐν τῷ μέτρῳ τούτῳ εἰς τὴν πολιτικὴν δικαιοδοσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

Ἄρθρον 40.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιοῦται ὅπως παράσχῃ πᾶσαν βοήθειαν καὶ συνδρομὴν εἰς τὰ πλοῖα τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους τὰ εὑρισκόμενα εἰς τοὺς λιμένας καὶ τὴν χωρικὴν θάλασσαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν κανονισμῶν τῶν σχετικῶν πρὸς τὸ καθεστὼς τοῦ λιμένος καὶ τὴν εἴσοδον ἐν τῷ ἀποδεχομένῳ Κράτει, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ ἀνέρχηται ἐπὶ τῶν πλοίων τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους προσωπικῶς ἢ νὰ ἀποστέλλῃ ἐκπρόσωπον εὐθὺς ὡς τὰ πλοῖα ταῦτα γίνουν δεκτὰ ἐν ἐλευθεροκοινωνίᾳ. Ἐπιτρέπεται εἰς τὸν πλοίαρχον καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος ὅπως ἐπικοινωνοῦν μετὰ τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ καὶ μεταβαίνουν εἰς τὴν προξενικὴν Ἀρχήν.

3. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ ζητήσῃ τὴν συνδρομὴν τῶν Ἀρχῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους διὰ πᾶν ζήτημα ἀναγόμενον εἰς τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων του ἐν σχέσει πρὸς τὰ πλοῖα τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους τὸν πλοίαρχον καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος.

Ἄρθρον 41.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιοῦται:

α) νὰ ἐρευνᾷ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, ἐπὶ οἱουδήποτε ἐπεισοδίου λαβόντος χώραν ἐπὶ πλοίου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους κατὰ τὸν πλοῦν ἢ ἐντὸς λιμένος τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, νὰ ἐξετάζῃ τὸν πλοίαρχον καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος, ὡς καὶ τὰ ἐπὶ τοῦ πλοίου ἔγγραφα, νὰ λαμβάνῃ δηλώσεις ἀφορώσας εἰς τὸ ταξείδιον, τὸν τόπον τοῦ προορισμοῦ καὶ τὸ φορτίον τοῦ πλοίου, ὡς καὶ νὰ διευκολύνῃ τὴν εἴσοδον τοῦ πλοίου ἐντὸς τοῦ λιμένος, τὴν παραμονὴν καὶ ἀναχώρησίν του.

β) νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον ἀφορῶν εἰς τὴν πρόσληψιν καὶ ἀπόλυσιν τοῦ πλοιάρχου καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος, ἐφ' ὅσον τοῦτο δὲν εἶναι ἀντίθετον πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

γ) νὰ ἐπιλύῃ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν δικαιωμάτων τῶν Ἀρχῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους, πάσας τὰς διαφορὰς μεταξὺ τοῦ πλοιάρχου καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων αἵτινες ἀπορρέουν ἐκ τοῦ συμβολαίου προσλήψεως, καθ' ὃ μέτρον τοῦτο προβλέπεται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

δ) νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον ἐπὶ τῷ τέλει διατηρήσεως τῆς τάξεως καὶ τῆς πειθαρχίας ἐπὶ τοῦ πλοίου.

ε) νὰ λαμβάνῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν ἰατρικῆς συνδρομῆς πρὸς τὸν πλοίαρχον καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς ἐν νοσοκομείῳ περιθάλψεως, ὡς καὶ τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν προσώπων τούτων.

στ) νὰ δέχηται, συντάσσῃ ἢ ὑπογράφῃ πᾶσαν δήλωσιν ἢ ἕτερον ἔγγραφον ἐπιτασσόμενον ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ ἀποστέλλοντος κράτους ἐν σχέσει πρὸς τὰ πλοῖα.

ζ) νὰ λαμβάνῃ πᾶν ἕτερον ἀναγκαῖον μέτρον ἐπὶ τῷ τέλει ἐφαρμογῆς τῆς νομοθεσίας τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους τῆς σχετικῆς πρὸς τὴν ἐμπορικὴν ναυτιλίαν.

Ἄρθρον 42.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται, ἐφ' ὅσον ἡ νομοθεσία τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ἐπιτρέπει τοῦτο, νὰ παρίσταται μετὰ τοῦ πλοιάρχου ἢ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων ἢ ἑτέρων ἀρχῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους καὶ νὰ παρέχῃ εἰς αὐτοὺς συνδρομὴν (διὰ τῆς ἐξασφαλίσεως ἰδίᾳ, ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, νομικῆς βοηθείας) καὶ νὰ τοὺς διευκολύνῃ ὡς μεταφραστὴς ἐπὶ παντὸς ζητήματος πρὸς ρύθμισιν μεταξὺ αὐτῶν καὶ τῶν προμνησθεισῶν Ἀρχῶν.

Ἄρθρον 43.

1. Ὁσάκις τὰ δικαστήρια ἢ ἕτεραι ἁρμόδιαι Ἀρχαὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους προτίθενται νὰ προβοῦν εἰς κατα-

ναγκαστικὰς πράξεις ἢ νὰ διεξαγάγουν ἐπίσημον ἀνάκρισιν ἐπὶ πλοίου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, τὰ δικαστήρια ταῦτα ἢ αἱ Ἀρχαὶ ἐκτὸς ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀδύνατον λόγῳ τοῦ ἐπείγοντος χαρακτῆρος τῆς ὑποθέσεως, δέον ὅπως ἐνημερώνουν ἐπαρκῶς ἐκ τῶν προτέρων τὸν προξενικὸν λειτουργὸν ἵνα οὗτος ἢ ὁ ἐκπροσωπός του δυνηθῇ νὰ παραστῇ κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν πράξεων τούτων. Ἡ παροῦσα διάταξις ἐφαρμόζεται ὡσαύτως ὁσάκις μέλη τοῦ πληρώματος τοῦ πλοίου πρέπει νὰ ἐξετασθοῦν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους. Ἐὰν ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἢ ὁ ἐκπρόσωπός του δὲν παραστῇ κατὰ τὰς ὡς ἄνω πράξεις, αἱ ἁρμόδιαι Ἀρχαὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους δέον ὅπως παράσχουν αὐτῷ τῇ αἰτήσει του πλήρεις πληροφορίας ὡς πρὸς τὰ γεγονότα τῆς ὑποθέσεως καὶ τὰς πραγματοποιηθείσας ἐνεργείας.

2. Αἱ δικαστικαὶ ἢ διοικητικαὶ Ἀρχαὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ἐξαιρουμένης τῆς περιπτώσεως τῆς αἰτήσεως ἢ τῆς παροχῆς συγκαταθέσεως ἐκ μέρους τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ, δὲν θὰ ἀναμιγνύωνται εἰς τὰς ἐσωτερικὰς ὑποθέσεις τοῦ πλοίου δι' οἱονδήποτε λόγον, ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται διὰ τὴν διατήρησιν τῆς τάξεως καὶ τῆς ἡσυχίας ἢ ἐν τῷ συμφέροντι τῆς δημοσίας ὑγείας ἢ ἀσφαλείας.

3. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν συνήθων ἐλέγχων τελωνειακοῦ δημοσίας ὑγείας καὶ διαβατηρίων, ὡς καὶ ἐν περιπτώσει διασώσεως ἀνθρωπίνης ζωῆς ἐν θαλάσσῃ ἢ προλήψεως τῆς ρυπάνσεως τῶν ὑδάτων τῆς θαλάσσης. Αἱ διατάξεις αὗται δὲν ἐφαρμόζονται ὁμοίως ἐπὶ τῶν πράξεων τῶν διενεργουμένων τῇ αἰτήσει ἢ συμφωνοῦντος τοῦ πλοιάρχου τοῦ πλοίου.

Ἄρθρον 44.

1. Ἐὰν ναυαγήσῃ πλοῖον τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ προσαράξῃ ἢ ὑποστῇ οἱανδήποτε ἄλλην ἀβαρίαν ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ἢ ἐὰν οἱοδήποτε ἀντικείμενον ἀνῆκον εἰς τὸ φορτίον ἑνὸς πλοίου τρίτου Κράτους ὑποστάντος ἀβαρίαν, τοῦ ὁποίου κύριος εἶναι ὑπήκοος τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, εὑρεθῇ ἐντὸς τῶν ὁρίων τούτων αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ἐνημερώνουν περὶ τούτου πάραυτα τὸν προξενικὸν λειτουργὸν γνωρίζοντες εἰς αὐτὸν τὰ μέτρα ἅτινα ἔλαβον πρὸς προστασίαν τῶν ἀνθρωπίνων ζωῶν, τοῦ πλοίου καὶ τοῦ φορτίου.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ παρέχῃ πᾶσαν βοήθειαν εἰς τὸ πλοῖον, τοὺς ἐπιβάτας καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος, ὡς καὶ νὰ λαμβάνῃ μέτρα ἀποσκοποῦντα εἰς τὴν διασφάλισιν τοῦ φορτίου καὶ τὴν ἐπισκευὴν τοῦ πλοίου. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, δύναται νὰ ζητήσῃ τὴν συνδρομὴν τῶν ἀρχῶν τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους.

3. Ἐὰν τὸ βλαβὲν πλοῖον ἢ ἀντικείμενον ἀνῆκον εἰς αὐτὸ εὑρεθῇ ἐπὶ τῆς ἀκτῆς ἢ πλησίον τῆς ἀκτῆς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ἢ ὁδηγηθῇ εἰς λιμένα τοῦ Κράτους τούτου καὶ ἐὰν ὁ πλοίαρχος, ὁ ἐφοπλιστὴς ὁ πράκτωρ ἢ ὁ ἀσφαλιστὴς τοῦ πλοίου εἶναι εἰς θέσιν νὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν συντήρησιν καὶ διοίκησιν τοῦ πλοίου ἢ τοῦ φορτίου του, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς θεωρεῖται ὡς ἐξουσιοδοτημένος νὰ λάβῃ ἐν ὀνόματι τοῦ ἐφοπλιστοῦ τοῦ πλοίου τὰ μέτρα ἅτινα θὰ ἠδύνατο αὐτὸς οὗτος νὰ λάβῃ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης παραγράφου ἐφαρμόζονται ὡσαύτως ἐπὶ παντὸς ἀντικειμένου ἀνήκοντος εἰς τὸ φορτίον τοῦ πλοίου καὶ τοῦ ὁποίου κύριος εἶναι ὑπήκοος τις τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

4. Αἱ ἀρχαὶ τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους δὲν θὰ εἰσπράττουν ὡς πρὸς οἱοδήποτε πλοῖον ὑποστᾶν ἀβαρίαν, τὸ φορτίον αὐτοῦ ἢ οἱοδήποτε ἀντικείμενον, ἐφ' ὧν ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῶν ἀνωτέρω παραγράφων τοῦ παρόντος ἄρθρου οὐδένα φόρον, τέλος ἢ δικαίωμα, ἐξαιρουμένων ἐκείνων τοῦ αὐτοῦ τύπου καὶ ποσοῦ, οἵτινες, ὑπὸ τὰς αὐτὰς ἀκριβῶς συνθήκας, εἰσπράττονται παρὰ τινος πλοίου τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ἢ τρίτου Κράτους, τοῦ φορτίου του ἢ παντὸς ἀντικειμένου ἀνήκοντος εἰς τὸ τελευταῖον τοῦτο.

5. Ἐὰν ἀντικείμενόν τι, ἀποτελοῦν μέρος τοῦ φορτίου ὑποστάντος ἀβαρίαν πλοίου τρίτης χώρας, τὸ ὁποῖον ἀνήκει εἰς ὑπήκοον τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, εὑρεθῇ ἐπὶ τῆς ἀκτῆς ἢ πλησίον τῆς ἀκτῆς τοῦ ἀποδεχομένου Κράτους ἢ ὁδηγηθῇ εἰς λιμένα τοῦ Κράτους τούτου, καὶ ἐὰν ὁ πλοίαρχος τοῦ πλοίου, ὁ ἰδιοκτήτης τοῦ ἀντικειμένου, ὁ πράκτωρ ὁ ἀσφαλιστὴς ἢ πᾶν ἕτερον ἁρμόδιον πρόσωπον δὲν δύνανται νὰ λάβουν μέτρα διὰ τὴν συντήρησιν καὶ διοίκησίν του, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς θεωρεῖται ἐξουσιοδοτημένος ἵνα λάβῃ ἐξ ὀνόματος τοῦ ἰδιοκτήτου τὰ μέτρα ἐκεῖνα ἅτινα ὁ τελευταῖος οὗτος θὰ ἠδύνατο νὰ λάβῃ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον.

Ἄρθρον 45.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 40 ἕως 44 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐφαρμόζονται ὡσαύτως ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς πολιτικῆς ἀεροπορίας ἐν ᾧ μέτρῳ αὗται ἐπιδέχονται τοιαύτην ἐφαρμογήν.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.
## ΤΕΛΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 46.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ καὶ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ 30 ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως, ἥτις θὰ λάβῃ χώραν ἐν Σόφια τὸ συντομώτερον δυνατόν.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ διὰ περίοδον πέντε ἐτῶν καὶ ἐν συνεχείᾳ θὰ παρατείνεται διὰ σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως, ἐκτὸς ἐὰν ἓν τῶν συμβαλλομένων μερῶν θέσῃ τέρμα εἰς αὐτήν, ἀφοῦ γνωστοποιήσῃ τοῦτο πρὸς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος ἐγγράφως διὰ προειδοποιήσεως ἑνὸς ἔτους.

Ἐφ' ᾧ οἱ πληρεξούσιοι τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ ἐπέθηκαν τὴν σφραγίδα των.

Τὸ παρὸν συνετάγη ἐν Ἀθήναις τῇ 31ῃ Μαΐου 1973 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος
ΑΛ. ΧΑΤΖΗΠΕΤΡΟΣ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας
NENKO TCHENDOV

Ἄρθρον Δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης Συμβάσεως ἄρχεται ἀπὸ τῆς πληρώσεως τῶν προϋποθέσεων περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 46 αὐτῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Μαΐου 1974.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
**ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ**
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ**

ΤΑ ΜΕΛΗ
ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, ΗΛ. ΜΠΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΕΥΣΤ. ΛΑΤΣΟΥΔΗΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ, ΣΤΥΛ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΥΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΠΑΝ. ΠΑΠΑΡΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΧΑΡ. ΓΕΩΡΓΙΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΔΟΠΟΥΛΟΣ.

*Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.*

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Μαρτίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ**

# Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

## ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι:

### Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

| | | |
|---|---|---|
| 1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α' | Δραχ. | 600 |
| 2. » » » Β' | » | 700 |
| 3. » » » Γ' | » | 500 |
| 4. » » » Δ' | » | 1.000 |
| 5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π. | » | 500 |
| 6. » » » Παράρτημα | » | 300 |
| 7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π. | » | 3.000 |
| 8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας | » | 200 |
| 9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία | » | 6.000 |

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

| | | |
|---|---|---|
| 1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α' | Δραχ. | 30 |
| 2. » » » Β' | » | 35 |
| 3. » » » Γ' | » | 25 |
| 4. » » » Δ' | » | 50 |
| 5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π. | » | 25 |
| 6. » » Παράρτημα | » | 15 |
| 7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 150 |
| 8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας | » | 10 |
| 9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη | » | 300 |

### Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

### Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

**Ι' Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:**

**Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν**

| | | |
|---|---|---|
| 1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων | Δραχ. | 400 |
| 2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 10.000 |
| 3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 2.000 |
| 4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορωσῶν εἰς προσωρινὰς διατάξεις | » | 1.000 |
| 5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939 | » | 200 |
| 6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 4.000 |
| 7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν | » | 1.000 |
| 8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν | » | 600 |
| 9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ | » | 4.000 |
| 10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70 | » | 2.000 |
| 11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 10.000 |
| 12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67 | Δραχ. | 1.000 |
| 13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967 | » | 1.000 |

**Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης**

| | | |
|---|---|---|
| 1. Τῶν καταστατικῶν | Δραχ. | 1.000 |
| 2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν | » | 400 |
| 3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων | » | 200 |
| 4. Τῶν ἰσολογισμῶν | » | 1.000 |
| 5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων | » | 1.000 |

**Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων**

| | | |
|---|---|---|
| 1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων | » | 1.000 |
| 2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων | » | 1.000 |

**ΙΙ Εἰς τὸ Τέταρτον τεῦχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων** » 400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

### Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ – ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

**Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.**

**ΧΡ. ΛΑΓΟΣ**

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ